



Agence Nationale d'Investissement
des Collectivités Territoriales

POLITIQUES DE TRANSPARENCE ET DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Sommaire

Préambule	
Chapitre I POLITIQUES DE TRANSPARENCE	1
I.I Finalités et principes de la politique de transparence	1
I.I.1 Finalités.....	1
I.I.2 Principes	1
I.I.2.1 Les critère d'utilité.....	2
I.I.2.2 La responsabilité.....	2
I.I.2.3 La confiance	2
I.II. Cadre législatif et réglementaire	3
I.III. Champ d'application.....	3
I.III.1 L'accès à l'information.....	3
I.III.1.1 Les publications	3
I.III.1.2 Informations diffusées sur demande	4
I.III.2 Les informations qui ne sont pas rendues publiques.....	4
I.III.3 L'échange d'information	4
Chapitre 2 LA POLITIQUE DE L'ANICT EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	5
II.I.1.La Fraude	5
II.I.2.La Malversation/Détournements de deniers publics.....	5
II.I.3.La Corruption.....	6
II.II.1.Principes :	6
II.II.2. Finalités.....	6
II.III.1.L'environnement antifraude	7

II.III.2. Dispositif de contrôle interne.....	8
II.III.2.1. La mise en place d'un environnement propice au contrôle.....	8
II.III.2.2. L'évaluation et la gestion des risques en permanence	8
II.III.2.3. La multiplication des activités de contrôle.....	9
II.III.2.4. L'amélioration du système d'information et de communication.....	9
II.III.2.5. Le pilotage	9
II.III.3. Rôles et responsabilités des acteurs en matière de lutte contre la fraude	10
II.III.3.1. Première ligne de défense : Les opérationnels	10
II.III.3.2. Deuxième ligne de défense : les chargés de conformité.....	10
II.III.3.3. Troisième ligne de défense : les auditeurs.....	10
II.III.4 Programme de formation et de perfectionnement.....	11
II.III.5. Procédures d'alerte et de signalement	12
II.III.6 Procédure d'enquête.....	12
II.IV Mécanisme de gestion des griefs.....	12
II.IV.1 Réception et Enregistrement d'une plainte :	12
II.IV.2 Examen et traitement des griefs.....	13
II.IV.3 Suivi et Rapportage	14
II.V. La tolérance zéro : Mesures prises à la suite d'une infraction aux dispositions de la présente politique :	15
II.VI. La Prévention des conflits d'intérêts.....	15
II.VII. Des Mesures de protection des lanceurs d'alerte	16

Préambule

C'est dans le cadre de son plan de réforme en vue de s'adapter aux standards internationaux en matière de politique de transparence que la présente politique de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) a vu le jour. Elle s'inscrit dans la dynamique du changement structurel dans laquelle s'est lancée l'ANICT.

En effet, ayant été désignée en tant qu'institution candidate du Mali pour l'accréditation comme entité accès direct au Fonds Vert pour le climat (GCF), l'ANICT est actuellement engagée dans le processus de revue de ses politiques, procédures et systèmes aux fins de satisfaire aux exigences de l'accréditation. Soumise à un processus régulier d'évaluation, la politique de transparence et de lutte contre la fraude est conçue comme un instrument évolutif et souple.

Chapitre I POLITIQUES DE TRANSPARENCE

La présente politique s'inscrit dans la dynamique de changement et de partenariat qui caractérise le plan de réforme de l'ANICT en vue de s'adapter aux standards internationaux.

L'Agence affirme à travers ce document sa volonté de répondre toujours mieux à la demande croissante d'information et d'explication formulée par l'opinion publique et l'ensemble des acteurs concernés.

La politique de transparence de l'ANICT trouve ses fondements dans les principes d'ouverture et de transparence reconnus comme fondamentaux dans *la Loi n°2013-031 du 23 juillet 2013 portant Code de Transparence* dans la Gestion des Finances Publiques en République du Mali.

I.1 Finalités et principes de la politique de transparence

I.1.1 Finalités

La politique de transparence de l'agence a pour finalité d'accroître la crédibilité et la responsabilité de l'Agence à l'égard des acteurs intéressés, au premier rang desquelles ses mandants que sont les autorités Maliennes, ses PTF, et l'ensemble des citoyens Maliens. Ce faisant, elle renforce la légitimité de la politique Malienne de développement des collectivités locales dont elle est l'opérateur pivot.

L'Agence estime ainsi nécessaire de donner accès à toutes les informations utiles sur la mise en œuvre de sa mission d'intérêt public. Cette communication est une étape fondatrice dans la Construction d'un dialogue de qualité et d'une relation de confiance à long terme avec chacune de ces parties intéressées.

La politique de transparence accompagne ainsi la démarche partenariale menée par l'Agence avec l'ensemble des acteurs engagés en faveur de la décentralisation et du développement local, en particulier la société civile, les PTF, les CT....

Elle conforte l'efficacité et sécurise son action comme celle de ses partenaires et usagers. La politique de transparence de l'ANICT vise ainsi à rendre publiques et à donner accès à toutes les informations utiles à la compréhension par tous, de son fonctionnement, sa stratégie, et ses résultats.

I.1.2 Principes

Les principes relatifs à la politique de transparence précisent la nature et les conditions dans lesquelles l'Agence rend publique les informations qu'elle

produit ou qui sont en sa possession. Ces informations doivent respecter un certain nombre de critères :

I.1.2.1 Les critères d'utilité

Les informations rendues publiques doivent permettre aux acteurs concernés de mieux comprendre la vision et les missions de l'Agence, de connaître ses actions et de contribuer à leur enrichissement et leur efficacité. Elles leur permettent en outre d'engager un dialogue de long terme avec l'Agence.

Dans cette perspective, outre les informations légales, l'Agence publie toute information qui répond aux critères suivants :

- si elle apporte une connaissance sur l'action ou le fonctionnement de l'Agence ;
- si elle contribue à la qualité du dialogue de l'Agence avec les acteurs concernés ;
- si elle n'entre pas dans les cas d'exclusion définis par les textes en vigueur au Mali.

L'ANICT publie les informations sous une forme synthétique et accessible.

I.1.2.2 La responsabilité

Dans le cadre de sa politique de transparence, l'Agence assume la responsabilité du choix des informations qu'elle juge utiles à son action et à celle des acteurs concernés. Grâce à ces informations, chacun peut ainsi exercer ses propres responsabilités.

L'Agence s'efforce également d'aider les CT bénéficiaires dans l'adoption de pratiques de transparence, en particulier pour les opérations qu'elle finance en formalisant avec ces derniers un accord pour l'application de sa politique de transparence.

I.1.2.3 La confiance

La confiance est à la fois une condition nécessaire à l'exercice de la transparence, et un des résultats de cette transparence et du dialogue qu'elle nourrit. La politique de transparence permet à l'Agence et aux acteurs concernés de construire des relations dans lesquelles les positions de chacun sont connues et respectées.

I.II. Cadre législatif et réglementaire

L'ANICT est sous la tutelle du Ministère en charge de la décentralisation. C'est un Etablissement Public à caractère Administratif doté de la personnalité morale. Elle remplit une mission Permanente d'intérêt public. Le champ de ses activités ainsi que ses structures de gouvernance sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en République du Mali.

L'Agence intègre en permanence les évolutions des obligations légales et réglementaires ainsi que des normes internationales en matière de transparence et de divulgation d'information.

I.III. Champ d'application

La politique de transparence s'applique à l'ensemble de l'activité de l'ANICT, c'est-à-dire toutes les activités exercées au Siège et dans les directions régionales. Elle concerne :

I.III.1 L'accès à l'information

L'accès à l'information se fait par deux voies : les publications accessibles directement sur le site internet de l'Agence et dans les journaux, et les informations diffusées à toute personne qui en fait la demande par écrit.

I.III.1.1 Les publications

Elles portent sur les informations relatives :

- **A l'établissement public** : ses instances de gouvernance, leur fonctionnement, ses données législatives et réglementaires, économiques et financières, ses processus décisionnels, ses procédures, ses méthodes et toute information utile relative à l'Agence et son fonctionnement à l'exclusion des informations internes ou personnelles ;
- **A sa stratégie** : notamment : le projet d'orientation stratégique, les plans opérationnels, les cadres d'intervention, et tout autre document à l'exception des documents à destination interne ;
- **A ses opérations** : toute information jugée utile par l'Agence pour la compréhension de ses services à l'exclusion des informations couvertes par le secret professionnel ;
- **A ses résultats** : études, évaluations, bilans, communications diverses.

I.III.1.2 Informations diffusées sur demande

Les demandes d'information doivent être formulées par écrit et adressées à la Direction générale par voie électronique (adresse....) ou physique à l'adresse suivante

Elles peuvent être envoyées aux Directions régionales, qui les transmettront à la Direction Générale.

I.III.2 Les informations qui ne sont pas rendues publiques

L'accès à une information est en outre refusé par l'ANICT lorsque sa divulgation est susceptible de porter atteinte à des procédures juridictionnelles, aux objectifs d'activités d'inspection, d'enquête et d'audit, aux intérêts commerciaux d'une personne physique ou morale - y compris en ce qui concerne la propriété intellectuelle, à l'intégrité du processus décisionnel interne de l'Agence.

Les limites de la divulgation s'appliquent uniquement pour la période durant laquelle la protection se justifie eu égard au contenu du document.

I.III.3 L'échange d'information

L'ANICT est naturellement ouverte à tous les commentaires ou remarques formulé(e)s par les acteurs concernés par les informations qu'elle publie ou diffuse. L'Agence a déjà intégré le besoin d'un dialogue et d'une collaboration accrue avec l'ensemble des acteurs intéressés dont elle fait des partenaires dans l'exercice de sa mission.

**Chapitre 2 LA POLITIQUE DE L'ANICT EN
MATIERE DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE
ET LA CORRUPTION**

La criminalité économique et financière pèse sur l'activité de toute organisation dans un contexte où les systèmes sont de plus en plus complexes et fragmentés et où les canaux de communication tendent à se multiplier. Conscient du phénomène, l'ANICT s'est engagé à prévenir la fraude et la corruption et à promouvoir activement une culture de lutte contre la fraude dans le cadre du respect des textes nationaux et internationaux en la matière. Elle s'engage à appliquer une tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la malversation. Tout cas de fraude, présomption de fraude ou tentative de fraude fera l'objet d'une enquête approfondie et sera traité comme il convient.

La politique de l'ANICT en matière de lutte contre la fraude et la corruption s'articule autour des points suivants : principes et finalités, mesures destinées à prévenir la fraude et la corruption, la tolérance zéro appliquée à l'égard de la fraude et de la corruption, la prévention des conflits d'intérêt.

II.1 Définition des notions de fraude, détournements de deniers publics et de corruption

II.1.1. La Fraude

L'agence à travers cette politique adhère à une définition large de la fraude selon laquelle la fraude s'entend de toute manœuvre déloyale (action ou omission), destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer des règles internes (les siennes ou celles d'un tiers) afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

On entend également par fraude toute action ou omission, y compris une fausse déclaration, qui induit sciemment en erreur, ou cherche sciemment à induire en erreur, une partie pour en retirer des avantages financiers ou autres, ou pour éviter une obligation, au profit de l'auteur ou d'une partie avec laquelle l'on a des engagements

II.1.2. La Malversation/Détournements de deniers publics

L'on attend par malversation, toute opération illégale commise par un employé ou un dirigeant visant à dissimuler ou à détourner intentionnellement des ressources ou des fonds publics dont la garde lui revient. Elle constitue un délit dans le code pénal malien et un manquement au devoir de probité qui incombe à tout employé ou dirigeant.

Quant au détournement de deniers publics, il s'agit d'un acte délictuel commis de façon intentionnelle par un tiers consistant à détruire, soustraire ou détourner des

fonds publics pour des avantages ou intérêts personnels-autrement dit pour des fins autres que le bien public.

II.1.3. La Corruption

On entend par corruption le fait de proposer, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, toute chose de valeur dans le but d'influencer indûment les mesures prises par une autre partie.

La corruption peut se définir comme un acte consistant à promettre ou à offrir un avantage à un agent public ou à un dirigeant de sorte que celui-ci viole ses devoirs vis à vis de ceux à qui il doit rendre compte. Elle peut se manifester notamment dans les actes de violation des règles de passations de marché, le détournement de deniers publics pour des intérêts personnels, dans les arrangements ou fraudes à l'occasion de recrutement d'agents.

II.II. Principes et finalités

II.II.1. Principes :

L'ANICT s'est engagé à gérer ses ressources de façon transparente et responsable, afin d'atteindre efficacement ses objectifs stratégiques, de protéger ses intérêts et de se prémunir de toutes pertes financières et de toute atteinte à sa réputation

La présente Politique s'applique à toute pratique frauduleuse ou acte de corruption impliquant le personnel. Tout le personnel reconnaît avoir reçu, lu et compris la présente Politique, ainsi que le Code d'éthique de déontologie et les valeurs défendues par l'agence et s'engage à les respecter.

II.II.2. Finalités

Ce document présente le cadre de l'ANICT permettant une prise de conscience de ce qui constitue la fraude, la corruption dans l'exécution des tâches quotidiennes et présente les structures dont l'agence exige la mise en place pour détecter et combattre les fléaux ci-dessus.

Elle permet une affirmation de l'engagement de l'ANICT à prévenir et combattre la fraude et la corruption dans les opérations internes et avec les partenaires et, celles réalisées à travers les CT bénéficiaires des financements.

Cette affirmation est motivée non seulement par l'impact partout négatif de la corruption, de la fraude, mais également par la volonté des dirigeants de la structure de s'adapter aux standards internationaux.

La politique de lutte contre la fraude et la corruption s'applique à l'ensemble des activités et opérations de l'ANICT, y compris tout projet financé par l'Agence ou exécuté en collaboration avec un organisme gouvernemental et/ou un partenaire.

II.III.Mesures destinées à prévenir la fraude et la corruption :

Sujet de préoccupation prioritaire, la fraude et la corruption, dont les répercussions peuvent être très néfastes aussi bien en termes opérationnels que d'image de marque, doivent nécessairement faire l'objet de mesures de prévention et de détection (voire le cas échéant d'investigation) de la part de chaque organisation. Pour atteindre ses objectifs, l'ANICT s'efforce de prévenir la fraude et la corruption par :

- la création d'un environnement antifraude ;
- la mise en place d'un mécanisme de contrôle interne approprié ;
- la détermination des rôles et responsabilités de tous les employés ;
- l'adoption d'un programme approprié de formation et de communication ;
- la mise en place des procédures d'alerte, de signalement, et d'enquête ;
- la prévention des conflits d'intérêt ;
- l'adoption de mesures à prendre en cas d'infraction aux dispositions de la politique.

II.III.1.L'environnement antifraude

L'ensemble des dirigeants et personnel s'engage à créer et à entretenir un environnement sain et transparent dans lequel la culture éthique est développée. Les codes de déontologie et d'éthique sont des éléments caractéristiques de cet environnement. Ils précisent pour l'ensemble du personnel les comportements attendus, et ceux susceptibles d'être sanctionnés. Ces codes sont relayés par l'encadrement et présentés à chaque nouvel entrant.

Une clause relative à la lutte contre la fraude et la corruption figurera dans tous les contrats passés avec des partenaires, des fournisseurs, les collectivités territoriales ou des tiers concluant un accord contractuel avec l'ANICT.

La Direction s'engage à promouvoir une culture de l'exemplarité auprès de ses employés dans le souci de veiller au respect strict des procédures et réglementations en vigueur et à répercuter une telle exigence dans ses représentations régionales.

L'agence s'engage à s'informer régulièrement sur l'évolution de la législation nationale et des normes internationales en matière de lutte contre la fraude et la corruption afin de les intégrer dans ces pratiques quotidiennes.

II.III.2. Dispositif de contrôle interne

L'ANICT s'est engagé dans le respect des normes internationales en matière de contrôle interne notamment les recommandations du COSO 2013 (*Committee Of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission*) relatives à un système de contrôle interne efficace et efficient. Dans ce cadre, l'agence veille à :

II.III.2.1. La mise en place d'un environnement propice au contrôle

Tout agent de l'ANICT, tant les responsables que le personnel, doit faire preuve d'intégrité personnelle et professionnelle, et de respect de l'éthique en permanence ;

L'agence s'engage à mettre en place une structure organisationnelle qui respecte les textes légaux et réglementaires et qui fait ressortir de façon claire et précise la délimitation de pouvoirs et domaines de responsabilité ; les délégations de pouvoirs ; les canaux d'information appropriés et à veiller au respect de l'obligation de rendre compte.

Conscient que la gestion des ressources humaines joue un rôle essentiel dans la promotion d'un environnement éthique en favorisant le professionnalisme et en faisant respecter les règles de transparence au quotidien, l'ANICT se basera toujours sur le mérite en matière de recrutements, d'évaluation du travail et de promotion.

Les responsables et leur personnel doivent entretenir et démontrer un niveau de compétence propre à évaluer les risques et assurer un travail efficace et efficient, et faire preuve d'une compréhension des contrôles internes suffisante pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités.

II.III.2.2. L'évaluation et la gestion des risques en permanence

La gestion globale des risques est un autre volet essentiel dans la lutte contre la fraude à l'ANICT, car aucune lutte contre la fraude n'est possible sans identification préalable du risque de fraude existant.

Une approche par les risques demeure la principale démarche pour pouvoir garantir la pertinence et l'adéquation du dispositif de maîtrise. Il s'agit avant tout de bien connaître l'origine de la fraude pour mieux la combattre.

C'est pourquoi l'agence a mis en place un mécanisme de gestion des risques à travers l'élaboration et la mise à jour permanente du tableau des risques. Ceci permettra une gestion systématique et durable des risques clairement liée à la réalisation de ses objectifs à l'échelle de toute l'ANICT.

Le tableau des risques est élaboré avec la participation de tous les chefs de division et de service.

II.III.2.3. La multiplication des activités de contrôle

Les activités de contrôle sont présentes à travers toute l'ANICT, à tous les niveaux et dans toutes les fonctions. Elles englobent toute une série d'activités orientées vers la détection et la prévention.

Ces activités portent sur les procédures d'autorisation et d'approbation ; la séparation des fonctions, les vérifications, les réconciliations....

II.III.2.4. L'amélioration du système d'information et de communication

L'agence s'engage dans une dynamique d'amélioration de la capacité des responsables à prendre les décisions appropriées sur la base d'informations adéquates, disponibles à temps voulu et à jour.

Le système d'information mis en place permettra de produire des rapports contenant des informations opérationnelles, financières et non financières, ainsi que des informations liées au respect des obligations légales et réglementaires qui permettent de gérer et de contrôler les activités.

Ce système traite non seulement les données produites en interne, mais également l'information liée aux événements externes, aux activités et aux conditions nécessaires à la prise de décisions et à l'établissement de rapports.

II.III.2.5. Le pilotage

Le pilotage ou le suivi permanent du contrôle interne s'inscrit dans le cadre des activités d'exploitation courantes et récurrentes de l'ANICT. Il s'agit des activités de veille effectuées par la direction et le personnel d'encadrement, pour s'assurer que tout se passe dans le sens souhaité.

La mise en place de tableau de bord avec des indicateurs appropriés à chaque domaine d'activités de l'agence et le suivi de ces indicateurs constitueront des actions majeures qui seront menés dans le cadre du pilotage

Les évaluations ponctuelles sont effectuées par l'Audit interne dans le cadre de ses missions d'assurance et de conseil

II.III.3. Rôles et responsabilités des acteurs en matière de lutte contre la fraude

L'ANICT a adopté le modèle des trois lignes de défense de l'Institut des auditeurs internes pour prévenir la fraude et la corruption.

D'après ce modèle, les rôles et responsabilités en matière de lutte contre la fraude et la corruption sont répartis ainsi que suit :

II.III.3.1. Première ligne de défense : Les opérationnels

Il s'agit des agents et des responsables opérationnels de l'ANICT qui sont chargés de l'exécution quotidienne des tâches et qui doivent s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne relatif aux tâches qui les incombent en effectuant des contrôles antifraudes.

Un registre des risques dans lequel sont consignés les principaux risques sera ouvert auprès des différents responsables dans leurs domaines d'action respectifs.

II.III.3.2. Deuxième ligne de défense : les chargés de conformité

Il s'agit des responsables chargés de la vérification de conformité des opérations autres que ceux qui les ont initiés. Au nombre desquels nous pouvons citer les responsables des divisions suivi et évaluation, informatique, et l'agent comptable.

II.III.3.3. Troisième ligne de défense : les auditeurs

Cette troisième ligne est composée de l'audit interne, des auditeurs externes, des commissaires aux comptes.

L'audit interne s'occupe d'activités exigeant un point de vue indépendant, notamment les enquêtes, les audits etc.... Comme le prévoit sa Charte, l'audit interne réalise des audits, dispense des services de conseil et effectue des inspections et des enquêtes pour protéger l'intégrité, l'efficacité et l'efficacités des opérations, détecter et empêcher la fraude, le gaspillage et les abus.

Il veille en outre à ce que les actions du personnel soient conformes au cadre réglementaire en vigueur et à ce que les fournisseurs et les autres partenaires observent les politiques, règles et règlement de l'ANICT, y compris la politique de lutte contre la fraude et la corruption. Il a contribué à mettre en place une culture de la lutte contre la fraude et la corruption.

Le Commissaire aux comptes assure le contrôle de l'ANICT en toute indépendance, et doit mentionner dans le rapport qu'il présente au Conseil tout cas de fraude ou de présomption de fraude, tout gaspillage ou toute utilisation irrégulière de fonds ou d'autres avoirs de l'agence, et contribue ce faisant à la réalisation des objectifs de la politique de lutte contre la fraude et la corruption.

En complément à ces acteurs l'Agence possède plusieurs organes de contrôle et de surveillance qui comprennent le conseil d'administration à travers son comité d'audit qui s'appuie sur les travaux d'auditeurs interne et externe, le comité d'éthique et de déontologie.

Les organes de contrôle de l'Etat jouent aussi un rôle complémentaire en matière de lutte contre la fraude et la corruption. Ainsi les comptes de l'agence sont soumis aux contrôles de la Cour des comptes. Les marchés financés et ou passés par l'ANICT sont soumis au visa de l'Autorité de régulation des Marchés publiques au Mali, Un délégué du contrôle financier est accrédité auprès de la Direction Générale pour vérifier et viser certaines dépenses. Les auditeurs externes des PTF font en permanence des audits commandités par ces derniers. Aussi l'agence est soumise au contrôle de bureau du vérificateur général et de celui du contrôle général des services publics en république du Mali et aux contrôles de toutes les structures apparentées.

II.III.4 Programme de formation et de perfectionnement

Les employés de l'agence, jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les risques de fraude. Pour garantir que les membres du personnel soient conscients de leurs responsabilités en matière de lutte contre la fraude et la corruption, il est essentiel de mettre en place un plan de communication, de dissémination et de sensibilisation, mais également de formation et de perfectionnement, concernant la présente Politique, afin que celle-ci soit intégrée aux processus et procédures. C'est pourquoi l'ANICT s'engage à prévenir la fraude et la corruption en mettant en permanence dans son programme ces activités suscitées. La participation à ces activités portant sur la prévention de la fraude et la corruption est obligatoire.

II.III.5. Procédures d'alerte et de signalement

Tout membre du personnel de l'ANICT est tenu de signaler dans les meilleurs délais à la Direction Générale toute pratique contraire à la politique de lutte contre la fraude, ou que l'on peut raisonnablement soupçonner d'y être contraire, ou toute tentative de recours à une telle pratique.

De même, les responsables sont tenus de signaler sur le champ tout cas ou toute présomption de fraude ou de corruption.

La procédure de signalement de la fraude sera clairement affichée sur les sites Intranet et Internet de l'ANICT.

L'ANICT donne en outre aux bénéficiaires (les collectivités territoriales) la possibilité de faire part de leurs doléances et de communiquer leurs avis en retour sur ses opérations d'une façon digne et sûre.

Les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information mis en place facilitent la détection rapide de la fraude ou de la corruption, en offrant un moyen de contact direct avec l'Agence.

II.III.6 Procédure d'enquête

L'audit interne, le Comité d'éthique et de déontologie ou et toute autre équipe d'enquêteurs constituée par la Direction Générale enquête sur les allégations crédibles de fraude et de corruption.

II.IV Mécanisme de gestion des griefs

L'ANICT a mis au point un mécanisme de règlement des griefs dans le cadre de sa Politique de transparence et de lutte contre la fraude et la corruption. Ce mécanisme vise les plaintes relatives à

- des préjudices subis au sein de l'agence et/ou soulignés et dénoncés par son personnel et ses usagers (les Collectivités Territoriales) ;
- des cas ou allégations de fraudes et de corruption.

II.IV.1 Réception et Enregistrement d'une plainte :

Toute personne, communauté ou collectivité locale ou tout partenaire en connaissance d'un cas de violation des règles de transparence ou de celles régissant la fraude et la corruption (y compris des cas d'allégation de fraudes),

peut dans le cadre des activités de projets ou de programmes exécutés ou mis en œuvre par l'ANICT, adresser des réclamations qui seront transmises aux Comité d'Ethique et de déontologie de l'ANICT qui statue sur les différents cas. Elle peut se plaindre sur le site web de l'ANICT ou se rendre directement au siège d'une Direction (régionale de l'agence ou à celui de sa Direction générale dont les références suivent :

DIRECTION GENERALE

N°450, Bâtiment 101 Quartier

administratif

-

Darsalam

BP E 446 - Bamako, MALI

(00223) 20 22 46 34

(00223) 20 22 46 03

(00223) 20 22 46 34

<http://www.anict.gouv.ml>

La plainte peut être envoyée par courrier électronique, fax, courrier postal.

Les plaintes font l'objet de renseignement d'un formulaire de réception dont copie est remise au plaignant. Elles sont ensuite enregistrées dans un registre spécifique ouvert à cet effet.

Le plaignant sera tenu informé du délai de réponse attendu. La plainte sera transmise au Directeur Général pour imputation aux membres du comité d'éthique et de déontologie qui vérifieront son admissibilité.

Les plaintes concernant le Directeur générale doivent être adressées au Président du conseil d'administration.

Pour qu'une plainte puisse être admissible, elle devra porter sur les activités de l'ANICT et le plaignant doit en avoir été victime.

Si la plainte est rejetée, le plaignant est informé des motifs du rejet dans un bref délai. Si la plainte est recevable, le plaignant est toujours avisé dans le même délai.

II.IV.2 Examen et traitement des griefs

L'examen du grief est effectué par le Comité d'éthique et de déontologie. Ce comité, peut faire recours à une personne ressource (physique ou morale) ou à toute autre équipe d'enquêteurs constituée par la Direction Générale pour enquêter sur l'objet des plaintes ou un service en vue de collecter des informations sur le(s) cas de plainte, mais aussi pour déterminer les conditions de résolution des griefs. Le Comité chargé de l'examen des plaintes peut au besoin :

- S'entretenir directement avec le requérant ;
- Prendre les points de vue d'autres personnes ;
- explorer les voies de règlement ;

- se référer aux dispositions légales et réglementaires.
- classer la plainte selon sa gravité (élevée, moyenne, faible), en relation avec la Direction Générale. La gravité inclut le potentiel susceptible d'impacter aussi bien les activités de l'ANICT que les usagers de l'agence. Les aspects à considérer portent sur la gravité des faits, le potentiel d'impact sur le bien-être et la sécurité d'un individu ou d'un groupe, ou la dimension d'opinion publique. La gravité de la plainte déterminera si le Conseil d'Administration de l'ANICT devra en être informé ou pas.

Le comité d'éthique et de déontologie propose un projet de réponse prenant en compte l'ensemble des aspects liés au grief et fera une proposition de solution conformément aux Textes en vigueur.

La plainte peut être résolue à l'amiable, à l'initiative de la partie la plus diligente. Si le cas est complexe et que le délai de règlement ne peut être respecté, le requérant en est informé et les dispositions seront prises pour un règlement diligent.

Si la responsabilité de l'ANICT est avérée, des dispositions seront prises pour la réparation du préjudice causé.

II.IV.3 Suivi et Rapportage

II.IV.3.1. Suivi des cas de plaintes

La Direction générale suit les traitements apportés à chaque cas de plainte (de l'enregistrement à la décision finale) et s'assure que les actes issus de l'examen des plaintes sont bien conservés et les contenus mis en œuvre. Elle est enfin chargée de la vulgarisation interne et externe du suivi des plaintes.

II.IV.3.2. Rapportage

Le traitement accordé à chaque plainte reçue fera l'objet d'un rapport partagé avec les parties prenantes. Un rapport annuel sera élaboré pour faire le bilan des plaintes et dégager les tendances de leur évolution. Le Comité d'éthique et de déontologie est chargé de la rédaction des rapports, de leur soumission à la Direction générale pour validation et vulgarisation.

II.V. La tolérance zéro : Mesures prises à la suite d'une infraction aux dispositions de la présente politique :

La politique de tolérance zéro de l'ANICT est intégralement appliquée lorsqu'il existe des preuves crédibles de corruption impliquant son personnel et ses activités.

En vertu de cette politique, et conformément au Code de conduite et d'éthique du personnel qui définit les normes de comportement acceptables, le personnel dont l'implication dans des pratiques de corruption ou des manœuvres frauduleuses dans le cadre de l'exercice des fonctions est établie, fait l'objet d'une enquête minutieuse et est sévèrement sanctionné conformément au Règlement intérieur de l'ANICT.

La tolérance zéro s'applique également aux conditions convenues dans toute convention de financement. Lorsque l'ANICT établit des preuves crédibles de corruption dans ses opérations ainsi qu'un manquement aux obligations résultant de la convention, elle applique des sanctions sévères.

En vertu de la politique de tolérance zéro, il n'est toléré dans les activités de l'agence, aucun acte de corruption, ni aucune manœuvre frauduleuse, de quelque type ou forme que ce soit, et en aucune circonstance.

Les enquêteurs peuvent aussi recommander que des mesures appropriées d'ordre administratif, juridique et/ou disciplinaire soient prises à l'encontre de toute personne ou entité reconnue coupable d'avoir enfreint les dispositions de la politique.

L'ANICT publie un rapport annuel sur les affaires ayant donné lieu à des mesures disciplinaires.

II.VI. La Prévention des conflits d'intérêts

L'expression "conflit d'intérêts" désigne notamment les situations dans lesquelles un membre du personnel semble tirer indûment profit, ou permettre à un tiers de tirer indûment profit, directement ou indirectement, de sa participation à la gestion d'intérêts financiers ou de la possession d'intérêts financiers dans une entreprise qui entretient des relations professionnelles avec l'agence

Un conflit d'intérêts est une incompatibilité réelle ou apparente entre les intérêts privés d'un membre du personnel et ses fonctions ou les intérêts de l'ANICT.

Cette politique a pour objet la détection des conflits d'intérêts et la gestion de leur résolution.

Le personnel de l'agence exerce ses activités professionnelles de façon exclusive et ne doit avoir aucune autre occupation extérieure pendant les heures de travail sans y être autorisé.

Il ne peut être associé activement à la direction d'une autre entreprise, ni y avoir un intérêt financier si, du fait de sa position officielle au sein de l'ANICT il est en mesure de tirer profit de cette association ou de cet intérêt

Le comité d'éthique et de déontologie de l'Agence, contribue à instaurer une culture d'éthique et de la responsabilité, de façon à ce que tous les employés s'acquittent de leurs fonctions en satisfaisant aux exigences les plus élevées en matière d'intégrité.

Le Comité reçoit les déclarations de situation et dispense des conseils sur les conflits d'intérêts potentiels, sur une base régulière ou ponctuellement. Il administre le formulaire de déclaration de conflits d'intérêts.

II.VII. Des Mesures de protection des lanceurs d'alerte

Les éléments constitutifs de telles mesures s'articulent autour des aspects suivants :

- La création d'un canal sécurisé et confidentiel et d'un mécanisme de signalement au travers de l'intranet ou le site internet de l'agence de manière anonyme dans le cadre de la protection des lanceurs d'alerte pour dénonciation d'actes ou de pratiques de corruption opérés par des agents de l'ANICT. Ce mécanisme se justifie par la nécessité de protéger le lanceur d'alerte contre toutes formes de représailles ou de discrimination au sein de l'agence.
- La diligence dans la conduite d'une enquête sur toute information reçue.
- Le Maintien d'une communication régulière avec le lanceur d'alerte, s'il est identifié, sur les mesures de suivi qui ont été prises.
- La Conservation d'une documentation adéquate et vérifiable de tous les rapports reçus.
- En cas de représailles de la part de certains agents à l'encontre d'éventuels lanceurs d'alerte, des mesures disciplinaires ou des sanctions administratives sont immédiatement prises à l'encontre de ces agents. En cas de harcèlement persistant contre un lanceur d'alerte, l'auteur pourra faire l'objet de licenciement.

Adoptée leSuivant résolution N°.....CA/ANICT.....